
Dossier



Avertissement

Le territoire économique couvert par la base 2010 des comptes nationaux comprend le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte).

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

Depuis la crise de 2008, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à couper ou reporter

Gaëlle Gateaud, Sylvain Heck, Brigitte Larochette, Nathalie Morer, Joan Sanchez-Gonzalez, Philippe Serre, Thomas Veaulin*

La récession économique de 2009 a des conséquences durables sur la dépense de consommation : malgré une progression très faible du prix de la consommation effective (qui, pour la première fois, a reculé en 2009), le pouvoir d'achat ralentit, ce qui limite la progression de la dépense de consommation, celle-ci se repliant même en 2012. Toutes les dépenses ne sont pas touchées de manière uniforme : celles répondant à des besoins primaires ne le sont pas. Ainsi, le logement, qui reste le principal poste de dépense des ménages, continue de progresser en valeur en raison des hausses des prix des loyers et de l'énergie. De même, les dépenses alimentaires en volume et en prix ne sont pas affectées par la crise. En revanche, certaines dépenses pâtissent du ralentissement du revenu. C'est notamment le cas des dépenses en biens et services de transport, entraînées par la baisse des achats de voitures. Les ménages rognent également les dépenses en habillement et chaussures. De même, les dépenses de loisirs, communications et culture ralentissent fortement, même si elles restent soutenues par les services de télécommunications et les produits de l'économie de l'information. Par ailleurs, la consommation en santé et en action sociale, où l'intervention publique est forte, continue de progresser à un rythme soutenu.

La récession économique de 2009 affecte durablement la dépense de consommation

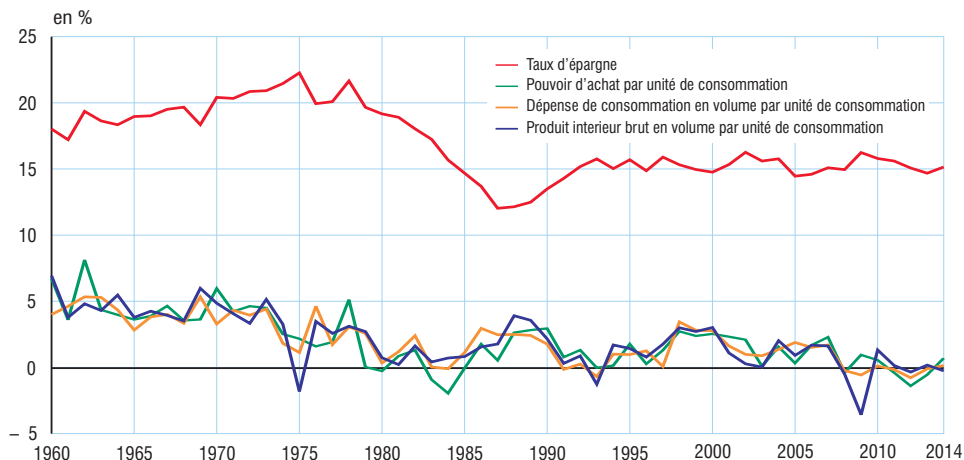
La récession économique de 2009 pèse durablement sur la **dépense de consommation**. Depuis 2008, elle n'augmente que de 0,5 % par an en volume, soit moins vite que le nombre d'habitants (*figure 1*). Avant 2008, le rythme était nettement plus soutenu (+ 2,2 % par an en moyenne entre 2001 et 2007). Depuis la crise, la dépense de consommation par unité de consommation a reculé chaque année en volume, sauf en 2010 et 2014. Ce phénomène est inédit : entre 1960 et 2007, elle n'avait reculé que trois fois, en 1984, 1991 et 1993, avant de rebondir dès l'année suivante. Il s'explique pour l'essentiel par le fort ralentissement du pouvoir d'achat (+ 0,5 % par an contre + 2,3 % par an entre 2001 et 2007), dont l'impact n'est que peu atténué par le comportement d'épargne des ménages. La **consommation effective**, qui comprend en outre les dépenses prises en charge par la collectivité qui bénéficient directement aux ménages, est un peu plus dynamique (+ 0,8 % par an), car les dépenses des administrations publiques (notamment en logement et santé) continuent de croître en volume à un rythme relativement soutenu (+ 1,7 % par an).

Par comparaison, le début des années 1980, également marqué par une contraction du pouvoir d'achat (en 1983 et 1984) et une forte hausse du chômage, n'avait pas connu de stagnation de la consommation : face au recul important et durable de l'inflation, les ménages avaient ajusté à la baisse leur taux d'épargne (- 4 points sur la période). Rien de tel ne s'est produit au cours des années récentes où le recul de l'inflation s'avère plus limité : le prix de la

* Gaëlle Gateaud, Sylvain Heck, Brigitte Larochette, Nathalie Morer, Joan Sanchez-Gonzalez, Philippe Serre, Thomas Veaulin, Insee.

consommation effective progresse de 0,9 % par an en moyenne depuis 2008, contre environ + 2 % dans les années précédant la récession. Le taux d'épargne a même transitoirement augmenté d'un point en 2009, année où la consommation a progressé très faiblement, alors que le revenu était soutenu par plusieurs mesures du plan de relance de l'économie mis en œuvre cette année-là en réponse à la crise. Depuis 2009, le taux d'épargne s'est tassé en moyenne de 0,2 point par an, revenant à son niveau d'avant-crise, sans que cela ne suffise à dynamiser la consommation.

1. Évolution du PIB, de la dépense de consommation et de la consommation en volume par unité de consommation, et du taux d'épargne



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le net ralentissement de la consommation se traduit par des divergences très fortes au sein des différents postes de consommation

Le ralentissement global de la consommation masque des disparités fortes d'évolution entre les grands postes de la consommation (*encadré 1*). En effet, certaines dépenses sont peu affectées par la crise. Il s'agit des dépenses répondant aux besoins primaires : celles-ci peuvent difficilement être ajustées, au moins à court terme (logement et alimentation) et elles s'infléchissent peu, voire pas du tout.

L'ajustement de la consommation au net ralentissement du revenu porte donc sur les autres dépenses, celles qui peuvent être coupées car ne répondant pas à des besoins primaires ou qui peuvent être reportées. Les achats des biens durables (automobiles, meubles) ou semi-durables (textiles, habillement) et certains services (hôtels, restaurants, édition) subissent ainsi nettement le ralentissement du revenu et se contractent ou freinent fortement.

De leur côté, les dépenses bénéficiant d'une importante prise en charge publique (dépenses de santé et d'action sociale) ont une place à part. D'une part, elles ne sont pas directement affectées par le ralentissement du pouvoir d'achat du revenu. D'autre part, les mesures prises par les pouvoirs publics pour en limiter la croissance, face au ralentissement des ressources disponibles pour les financer, se traduisent essentiellement par des baisses de prix dans le domaine de la santé, si bien que les dépenses de santé ralentissent en valeur, mais continuent de croître significativement en volume. La consommation en action sociale reste dynamique depuis la crise en raison de volumes soutenus et des hausses de prix encore importantes.

Les mutations du budget des ménages depuis 1960

Dans les années 1960, le premier budget des ménages est l'alimentation. Depuis, l'augmentation de leur niveau de vie leur permet d'y consacrer une part de leur budget de moins en moins importante au profit des dépenses liées au logement et à la santé. Cette dernière bénéficie de la généralisation de la couverture maladie, de l'élargissement de l'offre de soins et de la construction de nombreux hôpitaux publics. En outre, les ménages, encore peu équipés en biens, en acquièrent de toutes sortes : meubles, appareils ménagers, voitures, etc. Ainsi, la proportion de ménages motorisés double entre 1960 et 1973.

Pendant les années 1970, les prix de la consommation progressent de 9,7 % par an (contre 4,4 % lors de la décennie précédente). Ces hausses de prix, impulsées par les chocs pétroliers de 1974 et de 1979, modifient certaines habitudes de consommation. L'essence devenant très chère, les voitures diesel apparaissent. La hausse du prix du fioul domestique dope le chauffage électrique et le chauffage au gaz naturel. Au cours des années 1970, l'accession à la propriété se développe grâce à des taux d'intérêt réels très favorables. La location de logements progresse plus modérément, en raison de la forte hausse des prix. Des politiques publiques sont mises en place pour permettre aux ménages modestes de trouver un logement (création d'aides en 1972 et 1978, encadrement temporaire des loyers, etc.).

Pendant les années 1980, le pouvoir d'achat des ménages ralentit fortement, mais la nette baisse du taux d'épargne permet d'en amortir l'impact sur la consommation. Les campagnes de sensibilisation aux dangers de l'alcool et du tabac apparaissent et en ralentissent leur consommation. Dans le même temps, la part du budget allouée à la santé progresse pour atteindre 10 %, dont les trois quarts sont pris en charge par la Sécurité sociale. À partir de 1984, la volonté de maîtriser la hausse des dépenses de santé et de son financement se traduit par une vague de mesures

d'économies : remboursements de produits médicaux, mise en place d'un forfait journalier hospitalier, etc.

Dans les années 1990, les prix à la consommation ralentissent fortement. C'est le résultat combiné de la fin des dévaluations compétitives, rendues impossibles depuis l'entrée de la France dans le système monétaire européen, et de la baisse du prix de production de certains biens en raison de la délocalisation de leur production. Pénalisée par un taux d'équipement des ménages déjà élevé et concurrencée par le développement du TGV, l'automobile cale. Deux primes à la casse sont mises en place (en 1994 et 1996), mais elles n'ont d'effet que l'année de leur mise en place. Par ailleurs, la part du budget consacrée à l'alimentation se stabilise à 14 %. Les ménages recherchent une alimentation de meilleure qualité. En cause, plusieurs crises sanitaires qui affectent le secteur de la viande tout au long des années 1990. Enfin, la consommation en santé augmente fortement : pour tenter d'en encadrer la hausse, l'Objectif national des dépenses d'assurances maladies (Ondam) est créé en 1997, tandis que la couverture maladie universelle (CMU) entre en vigueur en 1999 pour garantir un accès aux soins aux personnes les plus démunies.

Entre 2000 et 2007, le pouvoir d'achat progresse de 2,3 % par an. Le taux d'épargne reste stable, à 15 % du revenu disponible brut. La hausse du pouvoir d'achat profite aux appareils ménagers et aux biens durables culturels et récréatifs, dopés à la fois par les progrès technologiques (économie d'énergie, produits plus silencieux) et par les baisses de prix rendues possibles par la démocratisation des produits et par la délocalisation d'une partie de leur production. Sur cette période, le budget santé est le plus dynamique en valeur malgré les mesures prises depuis 1997 dans le cadre des lois de financement de la Sécurité sociale.

La suite de ce dossier décrit un peu plus en détail ces grandes tendances, en mettant en avant les traits saillants qui en découlent (figure 2).

2. Évolution de la consommation des ménages par poste budgétaire

en %

	2014	2014	2001-2007			2008-2014		
	Valeur (en milliards)	Poids de la valeur dans la consommation effective	Évolutions annuelles moyennes			Évolutions annuelles moyennes		
			en valeur	en volume	en prix	en valeur	en volume	en prix
PIB	2 132	///	3,9	1,9	2,0	1,3	0,3	1,0
Revenu disponible brut	1 342	///	4,1	///	///	1,4	///	///
Pouvoir d'achat	///	///	2,3	///	///	0,5	///	///
Consommation effective des ménages	1 517	100	4,2	2,2	2,0	1,7	0,8	0,9
Dépense de consommation des ménages	1 139	///	4,1	2,2	1,8	1,4	0,5	0,9
Dépense individualisable des administrations publiques et des ISBLSM	378	///	4,7	2,1	2,5	2,6	1,7	0,9
Alimentation	193	13	2,9	0,4	2,4	2,4	0,4	2,0
Produits alimentaires	139	9	3,0	0,9	2,1	2,2	0,7	1,5
Boissons non alcoolisées	13	1	4,4	3,2	1,2	3,4	1,7	1,7
Boissons alcoolisées	21	1	1,5	0,5	1,0	2,8	-0,1	2,9
Tabac	20	1	2,3	-5,0	7,7	2,9	-2,1	5,0
Habillement	49	3	2,1	1,7	0,4	-0,1	-1,0	0,9
Articles d'habillement	40	3	2,0	1,8	0,2	-0,3	-1,1	0,8
Chaussures y c. réparations	9	1	2,2	1,3	0,9	0,6	-0,7	1,3
Logement	381	25	4,5	1,6	2,9	2,3	0,5	1,7
Loyers effectifs ¹	68	4	4,1	1,1	3,0	3,0	1,4	1,6
Loyers imputés	168	11	4,9	1,3	3,5	2,4	1,1	1,3
Réparation et entretien courants de logements	18	1	5,1	1,3	3,7	2,2	-0,8	3,0
Autres services liés au logement	18	1	5,1	2,1	3,0	1,8	-0,5	2,3
Électricité, gaz et autres combustibles	49	3	4,1	1,1	2,9	3,8	-0,4	4,3
Meubles, art d'ameublement, tapis et autres Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	16	1	4,0	2,4	1,5	-0,9	-2,2	1,3
Autres biens d'équipement du logement	21	1	4,2	2,5	1,7	0,7	0,1	0,6
Autres biens d'équipement du logement	23	2	3,3	3,3	0,0	0,4	0,3	0,0
Santé	198	13	5,2	3,4	1,7	2,6	2,8	-0,2
Biens ¹	49	3	5,2	6,4	-1,1	1,6	3,8	-2,1
Services non hospitaliers ¹	62	4	4,9	2,8	2,0	3,0	2,2	0,9
Services hospitaliers ¹	87	6	5,3	1,9	3,3	2,8	2,6	0,2
Transports	152	10	3,4	1,2	2,3	0,6	-1,3	2,0
Achats de véhicules	39	3	2,3	1,2	1,1	-1,5	-2,7	1,2
Dépenses d'utilisation de véhicules	83	5	3,6	0,5	3,0	0,9	-1,6	2,5
Services de transports ¹	30	2	5,3	3,2	2,0	3,1	1,5	1,6
Loisirs	224	15	4,8	5,0	-0,2	0,4	1,2	-0,8
Communications	29	2	6,1	10,0	-3,5	-1,6	6,9	-8,0
Appareils et accessoires audiovisuels et informatiques	17	1	3,7	14,9	-9,7	-4,7	4,0	-8,3
Services culturels ²	59	4	5,8	3,3	2,4	2,6	1,1	1,5
Presse, livres et papeterie	13	1	2,1	0,2	1,9	-1,7	-3,8	2,2
Restauration	59	4	3,8	1,2	2,5	1,3	-0,6	2,0
Services d'hébergement ¹ et voyages touristiques	19	1	5,9	2,7	3,1	1,4	-1,1	2,6
Autres biens culturels et de loisirs	28	2	5,1	4,7	0,4	0,5	0,1	0,4
Autres biens et services	326	21	4,4	1,6	2,7	1,6	0,9	0,7
Éducation ²	108	7	3,3	0,2	3,2	2,1	0,2	1,9
Action sociale ²	80	5	6,2	2,9	3,2	4,2	1,8	2,3
Assurances et services financiers	58	4	6,0	3,5	2,4	-1,8	1,5	-3,3
Soins et effets personnels	34	2	3,6	1,2	2,4	1,5	-0,4	1,9
Autres services ²	46	3	2,9	1,3	1,6	1,4	0,6	0,7

1. Y compris les dépenses prises en charge par les administrations publiques.

2. Y compris les dépenses prises en charge par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Champ : France.

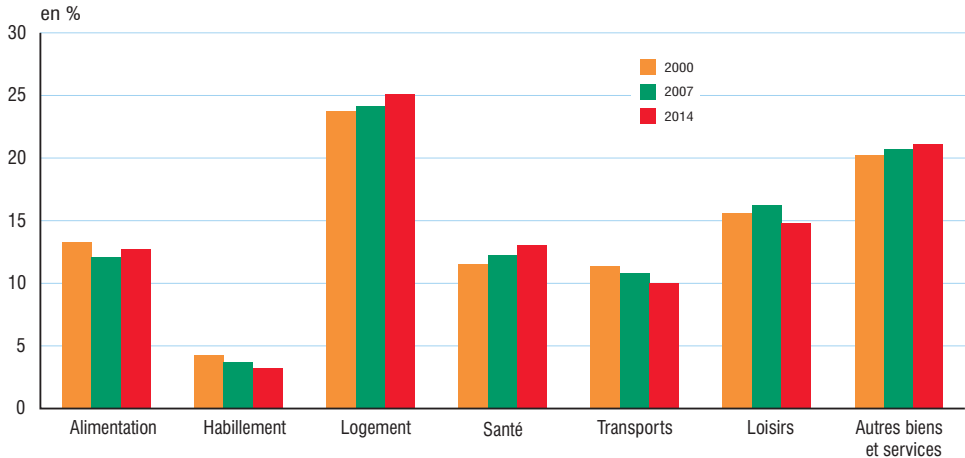
Note : pour que la somme des consommations en valeur par fonction soit égale à la consommation effective des ménages, il faut y ajouter la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents) : - 6 milliards en 2014.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le logement constitue de plus en plus le principal poste de dépense des ménages

Le **logement** reste la principale dépense des ménages. Comme c'est une dépense difficilement ajustable par les ménages et que son prix est relativement dynamique, son poids dans la consommation effective des ménages a encore progressé sur la période récente (+ 0,13 point en moyenne chaque année entre 2007 et 2014 contre + 0,14 point en moyenne chaque année de 1960 à 2007). Le logement, son entretien, son chauffage et son équipement représentent désormais le quart de la consommation effective des ménages (*figure 3*) et le tiers de la dépense de consommation des ménages. Une partie des dépenses liées au logement est prise en charge par la collectivité sous forme d'aides au logement (aide personnalisée au logement, allocation de logement sociale, allocation de logement familiale). Celles-ci représentent une part importante et croissante des loyers quittancés (22,8 % en 2014, soit 0,5 point de plus qu'en 2007). Cependant, cette part a atteint un maximum à 23,2 % en 2008 avant de décroître.

3. Part de chaque poste de dépense dans la consommation effective des ménages en 2000, 2007 et 2014



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Globalement plus fortes que celle de la consommation effective des ménages, les évolutions de la dépense en logement et son équipement sont fortement liées à celle des loyers et des dépenses énergétiques, ces dernières étant sensibles à la fois aux aléas météorologiques et aux prix de l'énergie. Les loyers et dépenses énergétiques représentent les quatre cinquièmes des dépenses pré-engagées des ménages, sur lesquelles ils ne peuvent arbitrer que difficilement à court terme (*encadré 2*).

Les évolutions des loyers en volume (+ 1,2 % en moyenne par an entre 2007 et 2014) sont traditionnellement peu heurtées car elles traduisent l'évolution du parc de logements, de sa structure (localisation, confort, etc.), de la surface moyenne des logements et du profil des ménages (propriétaires, locataires du parc privé ou du parc social). Depuis 2007, la baisse de la construction neuve freine même quelque peu l'accroissement du parc. Sur la période récente, l'évolution des loyers en volume redevient plus forte que celle de la consommation effective totale du fait du ralentissement de cette dernière. En revanche, l'évolution des prix

des loyers¹ est supérieure à celle du déflateur de la consommation (+ 1,4 % contre + 0,9 % par an entre 2007 et 2014). Toutefois, l'écart s'est nettement réduit sur la période récente, caractérisée par un ralentissement régulier des prix des loyers, hormis un rebond ponctuel en 2012. Cette décélération des prix des loyers est toutefois limitée par le repli de l'activité immobilière, qui accroît les tensions sur le marché du logement. L'indexation des révisions en cours de bail des loyers sur l'indice des prix à la consommation hors loyers et tabac, dans le parc privé depuis 2006 et le parc social depuis 2011, contribue en revanche à modérer les prix. Pour autant, les prix dans le secteur social sont systématiquement plus dynamiques que ceux du parc privé sur la période 2007-2014. Une telle « inversion » durable n'avait pas été observée depuis les années 1990, lors de la précédente phase descendante du cycle immobilier.

Au-delà de l'impact ponctuel des fluctuations météorologiques (avec une année 2010 particulièrement rigoureuse et des années 2011 et 2014 exceptionnellement douces), les dépenses d'énergie reculent légèrement entre 2007 et 2014 (- 0,4 % en moyenne en volume chaque année). L'évolution des normes thermiques de construction et les travaux de rénovation thermique engagés par les ménages y contribuent. Par ailleurs, la hausse des prix énergétiques a également incité les ménages à maîtriser leur consommation. En effet, hormis une baisse marquée en 2009, puis de nouveau à partir de la mi-2014, les prix de l'énergie connaissent toujours des rythmes de croissance élevés (+ 4,3 % en moyenne par an entre 2007 et 2014), du fait des prix du gaz et du fioul domestique, indexés sur le prix du baril de pétrole, et du prix de l'électricité, très dynamique depuis 2011.

Encadré 2

Les dépenses pré-engagées progressent nettement plus rapidement que le reste de la consommation

Les dépenses « pré-engagées » sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent : les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations, les services de télécommunications, les frais de cantine, les services de télévision (redevance télévision, abonnements à des chaînes payantes), les assurances (hors assurance-vie) et les services financiers. Elles représentent environ un quart du revenu disponible brut et un tiers de la dépense de consommation des ménages.

Depuis 2008, les dépenses de consommation pré-engagées progressent en volume nettement plus rapidement que le reste de la dépense de consommation (+ 1,1 % par an en moyenne en volume, contre + 0,2 %). Au début des années 2000, les dépenses pré-engagées et le reste de la consommation évoluaient à des rythmes similaires (+ 2,4 % par an en moyenne en volume). Cette

hausse est imputable d'une part, aux dépenses liées au logement et d'autre part, aux services de télévision et de télécommunication. Les ménages peuvent difficilement arbitrer sur ces postes, même en période de morosité pour la consommation. Toutefois, même s'ils sont contraints à court terme, ils le sont moins à un horizon de quelques années. Ainsi, les dépenses de services de télécommunication ont nettement ralenti depuis la crise (+ 5,8 % en volume en moyenne par an, après + 11,8 % entre 2000 et 2007).

Entre 2007 et 2014, les prix des dépenses pré-engagées ont progressé moins rapidement que le reste de la consommation (+ 0,7 % par an contre + 1,0 %). Ce mouvement est dû aux services financiers (- 9,6 % par an), fortement touchés par la crise financière et monétaire de 2008. À l'inverse, le prix des dépenses de chauffage a fortement augmenté en lien avec le prix du pétrole, tout comme les loyers et les réparations et l'entretien courant du logement.

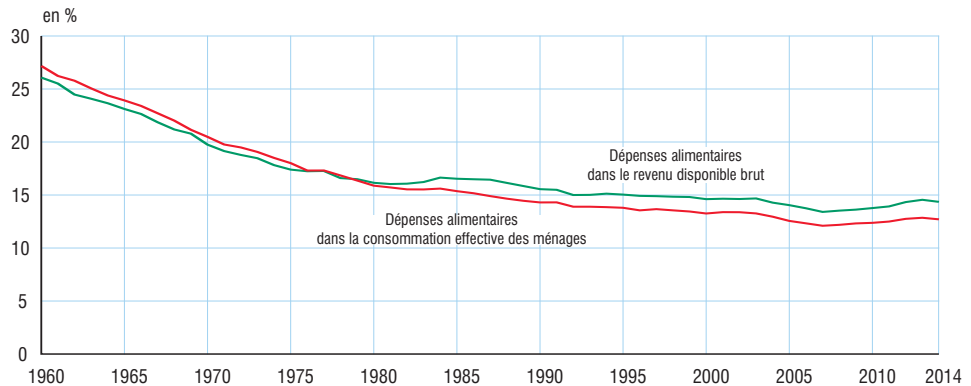
1. Les évolutions des prix des loyers sont issues de l'enquête Loyers et charges de l'Insee.

Sur la période 2007-2014, les dépenses liées à l'équipement du logement, qui peuvent plus facilement être différées, font exception avec un repli en moyenne de 0,4 % en volume par an alors que leur prix progresse modérément (+ 0,6 % par an, soit à un rythme inférieur au déflateur de la dépense de consommation). Cette moyenne cache toutefois des évolutions différenciées selon les produits : baisse des volumes pour les meubles dont les évolutions de prix sont supérieures à celles de la consommation effective, dynamisme des appareils ménagers bénéficiant d'une baisse de prix. Les prix des appareils ménagers reculent continûment depuis les années 1990, et ce recul s'accroît encore depuis le début des années 2000 (- 1,8 % par an en moyenne depuis 2008). Alors que le taux d'équipement des ménages est souvent arrivé à saturation depuis plusieurs années sur bon nombre de produits (lave-linge, réfrigérateur, etc.), la bonne tenue des appareils ménagers (+ 2,5 % en volume) est favorisée par le développement de produits plus économes en énergie et l'offre nouvelle de produits, comme les nouveaux appareils culinaires (robots, *blenders*, etc.) ou les appareils connectés.

En déclin depuis plusieurs décennies, la part du budget des ménages consacré à la consommation alimentaire à domicile est repartie à la hausse avec la crise

Structurellement installées sur un rythme très modéré et régulier, les dépenses des ménages consacrées à l'alimentation à domicile sont peu affectées par le ralentissement du pouvoir d'achat du revenu : elles progressent de 0,4 % en volume en moyenne par an entre 2007 et 2014, après + 0,6 % entre 2000 et 2007. Comme la dynamique des prix (+ 2,0 % en moyenne entre 2007 et 2014 après + 2,4 % entre 2000 et 2007) est nettement plus soutenue que celle de l'ensemble de la consommation (+ 0,9 %) et que la consommation effective totale est sur un rythme très ralenti, la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation à domicile repart à la hausse de 2008 à 2013, avant de s'infléchir légèrement en 2014 : après avoir atteint un point historiquement bas en 2007 à 12,1 %, l'alimentation (y compris boissons alcoolisées et tabac) voit sa part dans la consommation effective remonter à 12,9 % en 2013, soit un niveau équivalent à celui de 2003, avant de redescendre à 12,7 % en 2014. Cette hausse interrompt ainsi une tendance baissière à l'œuvre depuis le début des années 1960 en lien avec l'accroissement du niveau de vie, même si cette tendance s'était déjà infléchie au début des années 1980 lors d'une première phase de ralentissement du pouvoir d'achat du revenu (figure 4).

4. Part des dépenses alimentaires dans le revenu disponible brut et la consommation effective des ménages



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La consommation en volume de produits alimentaires (hors tabac et boissons) évolue globalement à un rythme légèrement inférieur à celui du début des années 2000 (+ 0,7 % par an après + 1,0 % entre 2000 et 2007). La persistance des hausses de prix dans le secteur des viandes contribue à la stagnation de la consommation en volume durant la période 2007-2014. Les crises alimentaires survenues ces dernières années (bactérie E-Coli dans la viande hachée en 2012, scandale de la viande de cheval en 2013, etc.) conduisent les consommateurs à modifier leurs comportements. Les ménages se détournent également du poisson et des crustacés au profit des œufs, favorisés par leur statut de protéine la moins chère du marché. La consommation de fruits et légumes est globalement atone de 2008 à 2012 avant de rebondir en 2013 et 2014. Elle dépend de la disponibilité des produits et de leurs prix qui peuvent fluctuer fortement d'une année sur l'autre en raison des conditions météorologiques. En revanche, la consommation de pain et de céréales accélère depuis le début de la crise (+ 1,5 % en volume en moyenne chaque année).

Les dépenses de tabac et les dépenses en boissons font exception à ce panorama général. Entre 2007 et 2014, les achats de tabac reculent moins qu'au début des années 2000. L'effet dissuasif des augmentations successives de prix depuis 2002 et, plus récemment, l'essor de la cigarette électronique continuent toutefois de peser sur ces dépenses. À l'inverse, la consommation en boissons non alcoolisées (eaux en bouteilles, jus de fruits, boissons gazeuses) ralentit, mais reste néanmoins relativement dynamique (+ 1,7 % en volume par an, après + 3,4 % au début des années 2000). Enfin, les différentes campagnes de prévention, la taxation plus importante des boissons alcoolisées dans le cadre des plans Santé et les contraintes financières des ménages limitent la consommation de boissons alcoolisées qui est désormais orientée à la baisse quel que soit le type d'alcool hormis les vins de consommation courante. Même les champagnes et vins de qualité supérieure sont touchés, ce qui n'était pas le cas avant 2008.

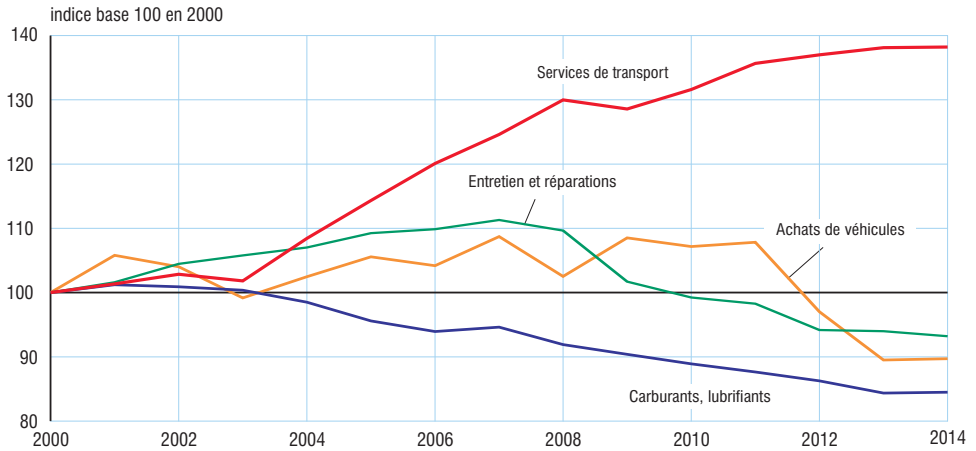
Les dépenses en biens et services de transport ont particulièrement pâti de la crise

Depuis 2008, la consommation des ménages en **transports** diminue en volume (- 1,3 % en moyenne par an), pénalisée par le recul des achats de véhicules (- 2,7 %, *figure 5*) et des dépenses d'utilisation des véhicules (- 1,6 %). Facilement reportables, notamment pour les achats de véhicules, ces postes pâtiennent fortement de la récession économique de 2009 et du renchérissement du prix des carburants et des services d'entretien et réparations. La crise du marché de l'automobile a cependant été atténuée par l'instauration du bonus/malus écologique en janvier 2008, ainsi que par la mise en œuvre d'un mécanisme de prime à la casse entre décembre 2008 et décembre 2011. Ces deux mesures ont stimulé temporairement le renouvellement du parc automobile français. Ainsi, le nombre d'immatriculations de voitures neuves² a bondi en 2009 (+ 27 %) et s'est maintenu à un niveau élevé jusqu'en 2011, avant de subir un violent contrecoup en 2012 à l'arrivée à échéance de la prime à la casse. Une baisse brutale avait déjà été observée lors de l'arrêt des précédentes primes à la casse en 1994 et 1996. Par la suite, les ventes de voitures à essence ont retrouvé un certain allant depuis 2013, contrairement aux voitures diesel dont les ventes ont continué de reculer. Ceci reflète une tendance de fond observée depuis plusieurs années, qui voit les ménages s'orienter davantage vers les voitures à essence, en raison notamment des progrès réalisés en termes de consommation de carburant sur ce type de motorisation et des perspectives de durcissement de la taxation du gasoil. Toutefois, l'instauration du bonus/malus a également eu pour effet d'accroître la part des voitures de petite cylindrée, ce qui pèse sur la croissance de la consommation en volume.

2. Les données relatives aux immatriculations de voitures neuves émanent du comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

À titre illustratif, la part des véhicules de cinq chevaux fiscaux et moins dans les achats d'automobiles neuves est passée de 55 % en 2008 à 58 % en 2014 en passant par un maximum en 2009 et 2010 à plus de 62 %.

5. Évolution des composantes de la fonction transport en volume



Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Sur la période 2007-2014, contrairement aux achats et dépenses d'utilisation des véhicules, les services de transport progressent en volume (+ 1,5 % par an), mais à rythme moins soutenu que lors de la période précédente. En particulier, le secteur du transport aérien de passagers a subi de plein fouet le retournement de l'activité économique et a fortement reculé en 2009 (- 3,6 %) avant de retrouver le chemin de la croissance dès 2010, même si celle-ci reste plus modérée qu'au début des années 2000. Les dépenses des ménages en transport aérien ont notamment été soutenues par l'essor des compagnies *low cost*. Celui-ci, combiné à l'ouverture de nouvelles lignes intérieures et internationales au départ de la province, a stimulé le développement des aéroports régionaux et donc participé à l'extension de l'offre faite aux ménages. Le transport ferroviaire, lui aussi affecté par la crise économique de 2008, commence par ailleurs à subir la concurrence du covoiturage. La consommation en transport ferroviaire se contracte légèrement en volume sur cette période, en dépit du dynamisme de la fréquentation sur les lignes TER ainsi que sur les lignes TGV européennes.

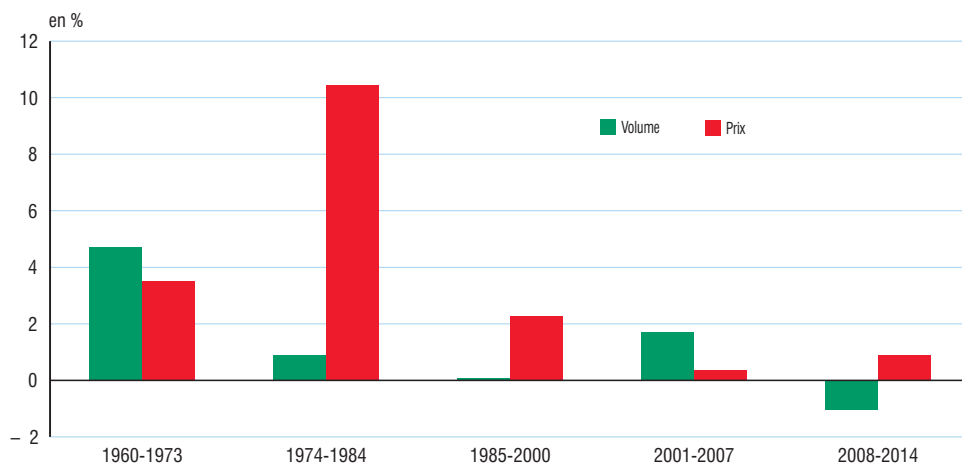
La dynamique des prix des biens et services de transport a pu peser sur l'évolution en volume de la consommation en transports. En effet, depuis 2008, leurs prix ont augmenté plus rapidement que le reste de la consommation (+ 2,0 % contre + 0,9 % en moyenne annuelle). En particulier, les prix des carburants ont continué de progresser à un rythme soutenu (+ 2,5 % par an) avec la hausse du cours du baril de pétrole, même si celui-ci reflue fortement depuis la mi-2014. Dans ce contexte, les achats de carburants sont devenus, depuis 2012, le premier poste de dépense dans le budget consacré par les ménages à l'automobile. De plus, les prix des services d'entretien et de réparation sont demeurés dynamiques (+ 2,8 % par an), en raison notamment du recours croissant à une main-d'œuvre spécialisée pour répondre à la complexité de l'électronique embarquée à bord des véhicules de dernière génération. De même, le prix des pièces détachées demeure élevé (+ 2,5 % par an).

Sur la période 2007-2014, la hausse des prix est partiellement compensée par la baisse des volumes. Au final, les dépenses consacrées aux transports par les ménages sont, en valeur, moins soutenues que l'ensemble de la consommation (+ 0,6 % par an contre + 1,7 %). Leur part continue donc de décroître (- 0,11 point par an depuis 2008), poursuivant ainsi une tendance initiée depuis le début des années 1980. Les dépenses de transports représentent désormais 10,0 % de la consommation effective totale, après un maximum de 12,2 % atteint en 1982.

Les ménages limitent leurs dépenses en habillement-chaussure

Aisément arbitrable à court terme, la consommation des ménages en articles d'**habillement** et chaussures diminue en moyenne chaque année en volume depuis 2008 (- 1,0 % par an, *figure 6*), malgré un rebond en 2014. Le secteur a pourtant bénéficié de la mise en place des soldes flottantes en 2008 et d'innovations technologiques (comme les textiles composites de haute technologie) qui trouvent des applications aussi bien dans le domaine des vêtements de loisir et de sport que dans les vêtements du quotidien (chaussettes, collants, polaire, etc.). Cette contraction fait suite à un retour à la croissance au début des années 2000 (+ 1,7 % par an), après une période d'atonie entre 1985 et 2000. Le recul porte principalement sur les articles d'habillement et, dans une moindre mesure, sur les chaussures. Seuls les articles de voyages et la maroquinerie progressent en volume.

6. Évolution annuelle moyenne des dépenses en habillement-chaussure par période entre 1960 et 2014



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Les achats d'articles d'habillement et chaussures ont pu pâtir de la dynamique des prix qui, sur la période 2007-2014, ont suivi l'évolution moyenne de ceux de la consommation effective (+ 0,9 % chaque année), alors que la période précédente était marquée par des prix quasiment stables à + 0,4 %. Cette accélération résulte de l'augmentation marquée du prix du coton entre 2008 et 2012. Même si son prix a baissé depuis, il reste supérieur à son niveau de 2008. La hausse du cours est la conséquence conjuguée de la hausse de la demande mondiale et de la faiblesse des stocks de coton. De plus, les importations en provenance de Chine, principal

pays d'importation (un sixième des importations de textile en valeur), ont vu leur prix croître fortement en lien avec la hausse des salaires chinois. Toutefois, la croissance globale des prix a été quelque peu atténuée par la stratégie agressive des *pure players*³ sur les prix. Quasi inexistant au début des années 2000, ils captent désormais plus de 4 % des ventes dans ce secteur.

Les ménages consacrent une part de plus en plus réduite de leur budget à l'achat de vêtements et de chaussures. La part des dépenses consacrées à l'habillement-chaussure au sein de la consommation effective diminue, passant de 3,7 % en 2007 à 3,2 % en 2014. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance de long terme : la part de ces dépenses recule régulièrement depuis le début des années 1960.

Par ailleurs, entre 2007 et 2014, la consommation en soins et effets personnels recule chaque année de 0,4 % en volume dans un contexte où les prix augmentent de 1,9 % par an. Cette baisse traduit principalement celle de la consommation en bijoux (-6,3 % en volume par an). La flambée du cours de l'or a pesé sur les achats : les fortes hausses de prix (+6,4 % par an) ont conduit les ménages à acquérir moins de bijoux ou à acheter des bijoux de moindre qualité (bijoux en or neuf carats au lieu de dix-huit carats). Les ménages se sont également détournés des instituts de beauté et salons de coiffure (-0,8 % en volume par an entre 2007 et 2014 après +1,2 % sur la période précédente) : ils espacent de plus en plus leur visite chez le coiffeur et optent davantage pour des soins réalisés par eux-mêmes. La consommation en appareils électriques pour la toilette, dont les prix reculent continûment, reste en contrepartie dynamique (+5,5 % en volume par an), même si elle ralentit par rapport au début des années 2000 (+8,3 %).

La part du budget des ménages consacré aux dépenses de communication et de loisirs diminue, du fait de fortes baisses de prix dans le secteur de la communication et de l'informatique

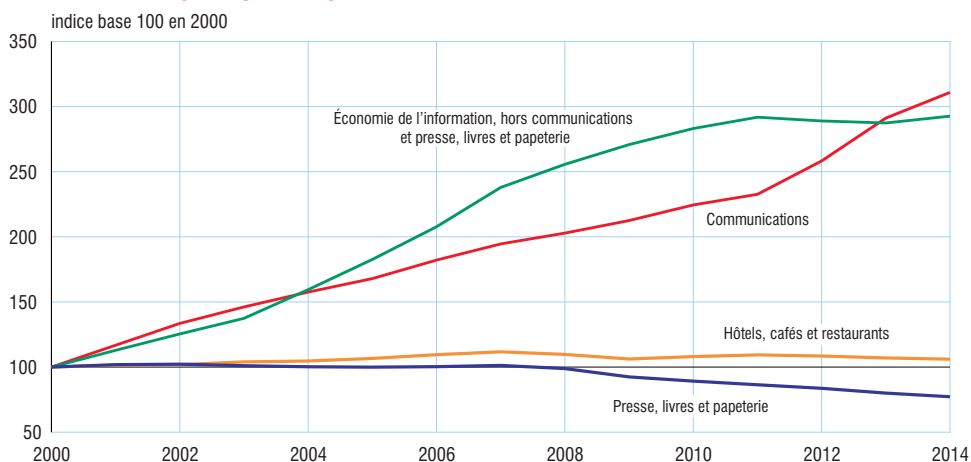
Depuis 2008, la consommation des ménages en **communication, loisirs et culture** subit également les effets de la crise économique : alors qu'elle augmentait à un rythme annuel de 5,0 % en volume durant les années 2000, elle ne progresse plus que de 1,2 % par an en moyenne entre 2007 et 2014. Cette progression reste toutefois un peu plus soutenue que celle de la consommation effective des ménages (+0,8 %). Parallèlement, la baisse des prix, qui a débuté au début des années 2000, s'accroît sur la période récente (-0,8 % par an). En conséquence, la dépense en valeur progresse peu entre 2007 et 2014 (+0,4 % par an contre +1,7 % pour l'ensemble de la consommation). La part du budget des ménages consacrée à la communication, aux loisirs et à la culture diminue donc pour atteindre son plus bas niveau depuis 1998 en 2014 à 14,7 %, après avoir culminé en 2004 à 16,3 %.

Ces évolutions récentes reflètent d'abord celles de la consommation en produits de l'économie de l'information. Les effets de la crise et le taux d'équipement des ménages, désormais élevé, en biens des technologies de l'information et de la communication (TIC) tendent toutefois à limiter un peu leur croissance. Pourtant, l'appétence des ménages pour les biens de technologies de l'information et de la communication ne se dément pas, stimulée par des innovations technologiques (apparition des *smartphones* et des tablettes, téléviseurs plus performants, etc.) et des prix toujours en nette baisse. En revanche, les effets du passage au tout numérique dans les années 2000 et de l'arrivée des écrans plats s'estompent : après plusieurs années fastes, les achats de téléviseurs sont à nouveau orientés à la baisse en 2012 et 2013, avant de rebondir en 2014. Le développement des biens s'accompagne de celui des services de télécommunications (téléphonie mobile et Internet). La concurrence accrue à la suite de l'arrivée d'un nouvel opérateur mobile en 2012, la diversification des offres et les offres groupées tirent les prix de ces services à la baisse.

3. *Pure players* : commerces vendant des produits exclusivement sur Internet et sans point de vente physique.

Au sein des services de l'économie de l'information, l'édition (presse, livres, papeterie) ne bénéficie pas du même engouement (*figure 7*) : en raison de la diffusion de l'information via des journaux gratuits et Internet, elle se contracte fortement. La dématérialisation des communications se fait aussi aux dépens des services postaux. Malgré une hausse des envois de colis liée au développement des ventes sur Internet, le repli des services postaux, initié en 2004, s'accroît. De plus, l'essor d'Internet et des accès (payants ou gratuits) à la vidéo et à la musique modifie les comportements d'achat des ménages au détriment des biens culturels physiques (CD, DVD). Dans une moindre mesure, la fréquentation des salles de cinéma ralentit en 2012 et 2013, mais accélère à nouveau en 2014 avoisinant le record d'entrées de 2011.

7. Évolution des principales dépenses de loisirs et communications en volume



Champ : France.

Lecture : la consommation en communications comprend à la fois les services de télécommunications et les téléphones (fixes, mobiles). Les produits de l'économie de l'information hors communications et presse, livres et papeterie regroupent à la fois des biens technologiques, comme les ordinateurs, tablettes, téléviseurs, caméscopes, consoles de jeux, et des services comme le cinéma, les services de télévision, les CD musicaux et les DVD.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour les autres dépenses dites de loisirs et de culture (hôtels, cafés, restaurants, voyages, jeux de hasard, etc.), la consommation est stable, voire se contracte. Ainsi, les ménages réduisent leur consommation liée aux activités touristiques. Ils privilégient davantage les campings, moins onéreux, plutôt que les hôtels. De même, les voyages touristiques marquent le pas depuis la crise. La restauration est également en repli entre 2007 et 2014 : la consommation a certes bénéficié ponctuellement de la baisse de la TVA en 2010 (de 19,6 % à 5,5 %), mais elle s'est à nouveau contractée dès 2012. Sur ce marché, seuls les sandwiches tirent leur épingle du jeu. Dynamiques au début des années 2000, les dépenses en jeux de hasard sont globalement atones entre 2007 et 2014 : après une forte baisse en 2008 suivie d'un rebond soutenu par l'ouverture à la concurrence des jeux de hasard en 2010, la consommation en jeux de hasard se contracte en 2013 avant de repartir légèrement à la hausse en 2014.

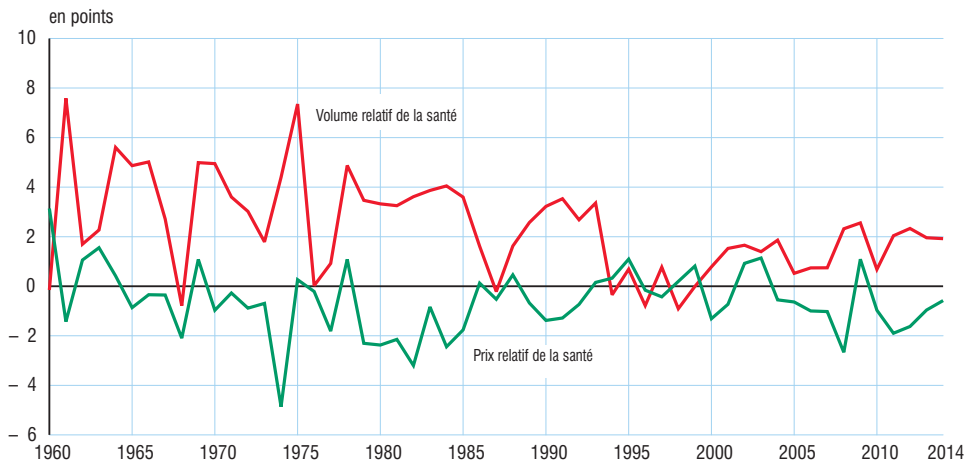
La consommation en santé reste soutenue en volume, les mesures prises se traduisant surtout en baisses de prix

Prise en charge en grande partie par les administrations publiques, la consommation effective en biens et services de **santé** a moins pâti du ralentissement du pouvoir d'achat. Elle évolue depuis 2008 en volume au même rythme qu'entre 1994 et 2007 (+ 2,8 % par an après + 2,9 %), soit plus rapidement que l'ensemble de la consommation (*figure 8*). La consommation de santé en volume par habitant croît à un rythme légèrement supérieur à + 2,0 % par an. Des mesures sont pourtant prises pour la freiner, comme par exemple, la limitation à hauteur de 60 % du remboursement des consultations de médecins spécialistes en cas de non-respect du parcours de soin depuis 2009, l'instauration de franchises et de participations forfaitaires des assurés, les baisses de prix des médicaments, etc.

Bien que moins dynamiques qu'entre 1994 et 2007, les biens médicaux progressent encore (+ 3,8 % par an en volume), notamment les médicaments. Les appareils et matériels thérapeutiques y contribuent également : représentant 80 % de ces dépenses, les lunettes correctrices progressent de 2,4 % par an, mais les autres matériels sont plus dynamiques encore (+ 5,2 % par an en volume). L'accélération des volumes de dépenses de santé est notamment imputable à l'accélération de la dépense hospitalière (+ 2,6 % par an contre + 1,5 % par an à la période précédente). Cette accélération a pu être favorisée par le développement de la tarification à l'activité qui vise à une utilisation plus efficace des moyens des établissements de santé, mais qui a pu inciter certains établissements à accroître leur activité afin de maintenir le niveau de leurs ressources en valeur.

L'évolution annuelle des dépenses de santé, et notamment celles liées aux soins de ville, est également sensible au contexte épidémiologique : la progression annuelle la plus faible des dépenses de santé enregistrée entre 2007 et 2014 se produit en 2010, caractérisée par une absence d'épisode grippal.

8. Volume et prix relatifs de la consommation effective des ménages en santé entre 1960 et 2014



Champ : France.

Lecture : le volume relatif correspond à l'écart entre l'évolution en volume de la consommation effective de santé et celle de la consommation effective totale. Ainsi, le volume de la consommation en santé progresse en 2014 de 1,9 point de plus que la consommation effective totale.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Entre 2007 et 2014, les prix des biens et services de santé sont globalement stables alors que leur croissance était encore de + 1,7 % par an au début des années 2000. Cette stabilisation résulte des nombreuses mesures prises depuis 2005 pour maîtriser les prix des biens et services de santé : généralisation de la tarification à l'activité pour les soins hospitaliers, montée en puissance des médicaments génériques, baisses de prix ciblées sur les médicaments et analyses, etc. Ces mesures ont été particulièrement efficaces sur les prix des biens (- 2,1 % par an en moyenne depuis 2008) et des soins hospitaliers (+ 0,2 % par an). En revanche, le prix des soins non hospitaliers a augmenté de 0,9 % par an sous l'effet notamment des revalorisations d'honoraires, comme celle du tarif d'une consultation chez un généraliste passé de 22 à 23 euros en 2011 et de la hausse des dépassements d'honoraires.

Ainsi, depuis 2008, la consommation effective en biens et services de santé augmente de 2,6 % par an en valeur, bien moins rapidement qu'entre 1994 et 2007 (+ 4,5 %). Les trois quarts de cette dépense sont pris en charge par la Sécurité sociale et seuls 1 700 euros par an et par ménage restent en moyenne à la charge directe du ménage avant remboursement par les complémentaires santé. Depuis 2008, ce reste à charge progresse plus vite que les dépenses de sécurité sociale, l'écart étant de 0,3 point par an en valeur. Durant la période précédente (1994-2007), il progressait moins rapidement en valeur. Ces fluctuations traduisent d'abord les effets des politiques publiques mises en œuvre : pendant la période 1994-2007, l'écart s'expliquait en partie par la création en 1999 de la couverture maladie universelle (CMU). Depuis 2008, l'inversion de la tendance provient des déremboursements successifs de médicaments, de l'introduction de participations forfaitaires en 2005 puis de franchises médicales en 2008, etc. Cette inversion concerne à la fois les biens et les soins non hospitaliers. Pour les soins hospitaliers, le reste à charge des ménages reste assez faible (moins de 10 %).

Les mutuelles et autres organismes complémentaires prennent en charge une partie de la dépense de santé des ménages. Leurs remboursements, qui viennent en déduction des primes payées par les ménages, sont comptabilisés en dépenses d'assurance et non en dépenses de santé⁴. La consommation en assurance santé décélère en volume entre 2007 et 2014 par rapport au début des années 2000, mais le ralentissement est moins prononcé que pour les assurances-dommages (habitation, automobile et responsabilité civile). En effet, les ménages ont souscrit des contrats de complémentaires santé à la couverture plus étendue. Ceux-ci prennent souvent en charge tout ou partie des dépassements d'honoraires et de prothèses dentaires, assument une part croissante des dépenses d'optique et de prothèses auditives, etc.

L'action sociale est plus dynamique que le reste de la consommation alors que l'éducation reste atone

La consommation effective en action sociale progresse certes en volume moins rapidement entre 2007 et 2014 qu'au début des années 2000, mais le rythme reste plus soutenu que celui de l'ensemble de la consommation effective (+ 1,8 % contre + 0,8 % par an en moyenne). Les prix de l'action sociale augmentent toujours nettement, passant d'un rythme annuel de 3,2 % entre 2000 et 2007 à + 2,4 % sur la période récente. Certains postes sont particulièrement dynamiques en volume. C'est par exemple le cas de l'accueil de jeunes enfants, en raison de la création de nombreuses places de crèches. La progression est aussi importante pour l'accueil sans hébergement de personnes âgées, en raison du vieillissement de la population et du développement d'offres d'accueil de jour dans des maisons de retraite, des logements-foyers ou des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

4. De manière conventionnelle en comptabilité nationale, la consommation en assurances correspond à la différence entre les primes versées par les ménages et les indemnités reçues.

Volumes et prix progressant plus rapidement que pour l'ensemble de la consommation effective, la part consacrée par les ménages et les collectivités à l'action sociale ne cesse de progresser depuis 2000, atteignant 5,3 % de la consommation effective des ménages en 2014, en hausse de 0,12 point par an depuis 2008. Cette part progresse presque deux fois plus vite qu'entre 2000 et 2007. Plus des deux tiers de la dépense en action sociale est assumée par les institutions sans but lucratif au service des ménages, qui gèrent certains services, et par les administrations publiques qui versent diverses prestations comme l'allocation personnalisée à l'autonomie (APA), l'aide sociale à l'hébergement (ASH), l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), etc.

Depuis le milieu des années 1990, la consommation effective en éducation est stable en volume, reflet de la relative stabilité des effectifs d'enfants et d'adolescents scolarisés. Elle ne progresse que de 0,2 % par an depuis 2008. Les prix, qui par convention correspondent à la part de la croissance des dépenses en valeur qui n'est pas expliquée par la dynamique des effectifs scolarisés, ont progressé de 1,9 % par an sur la même période. La prise en charge par les administrations publiques est très importante (87 % du total) et correspond aux frais de fonctionnement et d'investissement des institutions scolaires publiques et privées sous contrat. Assez faible, le reste à charge des ménages comprend par exemple leurs participations aux frais des établissements privés ou les montants payés pour la formation professionnelle destinée aux adultes entrés dans la vie active.

Depuis la crise, les ménages réduisent leurs achats des biens et services les plus faciles à reporter

Au total, depuis la crise, les ménages consacrent une part plus importante de leur budget à l'alimentation, au logement et à la santé. Pour le logement et la santé, la croissance de cette part s'inscrit dans une tendance de long terme alors que pour l'alimentation, cette évolution est récente et s'explique principalement par la faible croissance de la consommation effective totale des ménages. Au contraire, depuis 2007, les ménages limitent leur consommation de biens et services pour lesquels elle peut être différée : ainsi, la part relative aux dépenses de loisirs, habillement et transport a diminué depuis 2007. Si pour l'habillement et les transports, cela traduit des baisses de volumes, la réduction de la part des dépenses de loisirs est quant à elle liée au recul des prix. ■

Définitions

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des dépenses individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge. Les dépenses individualisables sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Pour les besoins de l'étude, certains regroupements ont été faits : l'**alimentation** regroupe les produits alimentaires, les boissons non alcoolisées et alcoolisées, et le tabac. L'**habillement** regroupe les articles d'habillements et les chaussures. Le **logement** regroupe les loyers réels (c'est-à-dire versés par les locataires), les loyers imputés (c'est-à-dire les loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils occupent), les dépenses de chauffage, d'entretien et l'équipement du logement, c'est-à-dire les meubles, les appareils ménagers, etc. La **santé** regroupe l'ensemble des biens et services de santé, y compris les services non marchands hospitaliers. Les **transports** comprennent les achats de véhicules, les carburants, les services de transport, etc. Les **loisirs, communication et culture** regroupent les biens et services de communications, les hôtels, cafés et restaurants, et les loisirs et culture, c'est-à-dire les appareils électroniques et informatiques, les services culturels et récréatifs, la presse, les livres, etc. Au sein des loisirs, communication et culture, on distingue en particulier les produits de l'économie de l'information qui regroupent à la fois des biens des technologies de l'information et de la communication (ordinateurs, téléviseurs, téléphones, etc.) et des services (télécommunications, presse, livres, papeterie, programmation audiovisuelle, cinéma, etc.). Enfin, le poste **autres biens et services** regroupe l'assurance, les services financiers, l'éducation, l'action sociale, les autres services non marchands, les biens et services de soins personnels, etc.

Pour en savoir plus

Cinquante ans de consommation en France, coll. « Insee Références », édition 2009.

Crise économique et comportements de consommation alimentaire des Français, coll. « Les études de FranceAgriMer », 2011.

Enquête conditions de vie des ménages 2007-2012, coll. « Insee Résultats », 2014.

Les dépenses alimentaires des ménages français, coll. « Les synthèses de FranceAgriMer », 2014.

Perspectives internationales, Institut français de la mode, éditions 2010 à 2014.

Rapports de la Commission des comptes du logement 2008 à 2013, SOeS, ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Besson D., Morer N., « La dépense des ménages en produits de l'économie de l'information depuis 50 ans : la chute des prix et l'innovation favorisent son essor », *Insee Première* n° 1479, décembre 2013.

Faure M.-E., Kerdrain C., Soual H., « La consommation des ménages dans la crise », *Note de conjoncture*, Insee, juin 2012.

Fortin A., Milin K., « Le risque d'inflation négative est réel mais il ne préjuge pas d'une entrée en déflation », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2014.

Hanne H., Roux N., « Évolution des dépenses et des prix d'alimentation dans la consommation des ménages en France et en Europe depuis 1959 », DGCCRF, mai 2012.

Laisney C., « L'évolution de l'alimentation en France », Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de la pêche, janvier 2012.

Le Garrec M.-A., Koubi M., Fenina A., « 60 années de dépenses de santé », *Études et résultats* n° 831, Drees, février 2013.

Sanchez-Gonzalez J., « Depuis 2008, la consommation automobile pâtit de la crise économique », *Insee Première* n° 1520, octobre 2014.
